

Pour exister dans la compétition internationale, l'école, qui regroupe les meilleurs laboratoires parisiens, s'est dotée d'une fondation, avec une participation des entreprises au capital. Une initiative rare dans l'enseignement supérieur.

L'École d'économie de Paris affiche des ambitions internationales

Dix-huit mois après l'annonce de sa création, l'École d'économie de Paris (EEP) – qui s'appellera, en réalité, Paris School of Economics, suprématie anglo-saxonne oblige – s'offre aujourd'hui une inauguration à la hauteur de ses ambitions, sous le patronage du Premier ministre, Dominique de Villepin. L'établissement, fruit du regroupement des meilleurs laboratoires parisiens (lire ci-contre), entend rivaliser avec les grands centres internationaux de recherche et d'enseignement en économie, la London School of Economics ou le Massachusetts Institute of Technology.

Un projet nourri par quelques grands économistes français (François Bourguignon, Roger Guesnerie, Daniel Cohen et Thomas Piketty) et mûri par Matignon, soucieux de doter la France d'un deuxième pôle d'excellence. Jusqu'ici, seuls les laboratoires toulousains (dont l'Idei), désormais réunis sous le nom de Toulouse Sciences économiques, parvenaient à assurer leur visibi-

lité dans les palmarès internationaux.

Pour se faire une place dans la compétition mondiale, l'EEP a réuni de grands moyens : 20 millions d'euros, auprès de l'Etat, 40 millions d'euros au titre du contrat de projet Etat-région, 10,5 millions de la région Ile-de-France (sur sept ans), 3 millions de la Ville de Paris et 4 millions des entreprises.

Chasse aux élites

Mais l'innovation essentielle revendiquée par son directeur, Thomas Piketty, réside dans la forme juridique choisie pour administrer l'école : une fondation de droit privé créée fin décembre. Ni l'Etat ni les représentants du personnel ne siègeront au conseil d'administration, tandis que les entreprises pourront à terme être représentées à parité avec les établissements membres. Une petite révolution, qui n'a pas été sans quelques grincements de dents dans le milieu universitaire.

Pour ne pas dilapider le capital, les statuts prévoient que 80 % de la dotation de l'Etat et 100 % des

Près de 300 étudiants

Composition. Six établissements fondent l'école : l'Ehess, l'ENS (Ecole normale supérieure), l'Ecole des ponts et chaussées, l'université Paris-I, l'Inra (Institut national de la recherche agronomique), le CNRS.

Effectifs. Depuis la rentrée, l'école, presque gratuite, accueille 200 chercheurs et près de 300 étudiants (niveau master et doctorat) français et étrangers sur le site du campus Jourdan, dans le sud de Paris. Elle espère tripler le nombre de ses étudiants d'ici à 2009 et a prévu de rénover le campus.

Fonctionnement. Son conseil scientifique comprend 16 membres (Joseph Stiglitz, Olivier Blanchard, Amartya Sen...) et son conseil d'administration 17 membres. La fondation est ouverte aux dons des entreprises et des particuliers.

apports privés ne pourront être utilisés pour assurer le fonctionnement de l'école. Une assise financière supposée assurer l'indépendance de

l'établissement et rassurer les investisseurs privés.

Dotée de ces moyens, l'EEP espère rivaliser avec les grandes universités dans la chasse aux élites. Pour s'offrir les services d'un jeune économiste, une université américaine peut déboursier jusqu'à 150.000 dollars annuels, quand la France plafonne entre 25.000 euros et 40.000 euros – même si le coût de la vie n'est pas le même. « *Il y a de la place pour deux écoles sur le plan de la recherche, mais au niveau du recrutement nous cherchons la même chose dans les "job market" : attirer les jeunes élites européennes – les Américains ce sera plus difficile – et récupérer les chercheurs français expatriés dans les années 1990. Ce n'est pas évident, car nous sommes entrés dans toute l'Europe dans un star-system* », explique Christian Gollier, directeur adjoint de Toulouse Sciences économiques. L'école n'avait d'ailleurs pas forcément vu d'un bon œil l'arrivée de sa rivale parisienne, avant de recevoir à son tour, le mois dernier, une enveloppe de 12 millions d'euros et le statut de fondation.